

Anne-Laure Anizan, *Paul Painlevé. Science et politique de la Belle Époque aux années trente*, préface de Serge Berstein, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2012, 431 p.

Sabine Jansen

« Les grands hommes meurent deux fois : une fois comme homme, et une fois comme grand. » Ce constat sans illusion de Paul Valéry s'applique à Paul Painlevé, non pas tant que cette éminente personnalité politique de la Troisième République ait révélé sa petitesse aux yeux de la postérité mais, plus cruellement, parce qu'elle a rejoint les oubliettes de l'histoire. Preuve s'il en est que l'inhumation au Panthéon ne garantit en rien la reconnaissance de la Patrie promise sur la frise du temple de la Montagne Sainte-Geneviève.

Dans un ouvrage passionnant, *Paul Painlevé (1863-1933) : un scientifique en politique*, tiré de sa thèse de doctorat dirigée par Serge Berstein et soutenue en 2006 à Sciences Po, Anne-Laure Anizan restitue la carrière exceptionnelle de ce mathématicien qui incarne, au début du XX^e siècle, cette République des savants née avec la Révolution française. Député pendant vingt-trois ans, quatorze fois ministre, trois fois président du Conseil, élu très jeune à l'Académie des sciences, Paul Painlevé est l'un des grands leaders de la gauche française pendant une quinzaine d'années.

De facture classique, le livre déroule en onze chapitres les principaux moments de la vie et de l'engagement de Paul Painlevé où se mêlent étroitement science et politique. Dans les deux premiers chapitres, l'auteur décrit les années de formation d'un jeune homme issu des classes moyennes, dont le parcours – École normale supérieure, agrégation, doctorat de mathématiques – illustre le modèle méritocratique de la Troisième République. Scientifique, Paul Painlevé est aussi un humaniste réformiste éveillé assez tardivement à la politique par l'affaire Dreyfus, comme tant d'autres de sa génération. Les chapitres III et IV décrivent son entrée à la Chambre des députés en 1910, à la suite de son élection à Paris, dans le 5^e arrondissement, le Quartier des Écoles, sous l'étiquette du Parti républicain socialiste, dont il est l'un des fondateurs. Spécialiste des questions militaires, il est en pointe dans l'opposition à la loi des trois ans, tout en prônant la modernisation de l'armée au travers du développement de l'aviation et des engins sous-marins. Cette spécialisation et sa participation intense à la vie parlementaire le propulsent, pendant les années de guerre, au sommet de l'État. Les chapitres V, VI et VII montrent comment Paul Painlevé, membre des commissions de l'Armée et de la Marine, acquiert à partir de 1914 un statut de ministrable. Ferrailant avec l'exécutif au nom de la défense des droits du Parlement, il est l'un des artisans les plus en vue de la mobilisation de la science et des savants au service de la France en guerre. Aristide Briand lui confie en 1915 un « ministère sur mesure », celui de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions, où il

participe à la construction du mythe de la guerre scientifique et pose les fondements d'une politique publique ambitieuse d'innovation et de recherche qui aboutit, en 1922, à la création de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions, ancêtre du CNRS. Devenu en mars 1917, ministre de la Guerre dans le cabinet Ribot, il est appelé à la présidence du Conseil en septembre 1917 pour un ministère éclair de deux mois. Contraint de céder sa place à Clemenceau, personnalité, à bien des égards, antinomique de la sienne, Paul Painlevé redevient simple député mais, à partir de 1919, il est l'un des artisans du Cartel, prenant la tête de la Ligue de la République créée en 1921. Longuement analysée dans le chapitre IX, l'audacieuse stratégie d'opposition au Bloc national menée par la Ligue, qui entend associer républicains socialistes, radicaux et socialistes, aboutit à la victoire du Cartel des gauches. Paul Painlevé, élu président de la Chambre des députés, ne parvient pas, en juin 1924, à se faire élire président de la République, bien qu'il ait été désigné comme le candidat unique des gauches. Cet échec ne l'empêche pas de poursuivre sa carrière ministérielle, comme l'illustre le chapitre X, consacré à la période cartelliste. Figure de premier plan, il succède, en avril 1925, à Édouard Herriot à la présidence du Conseil. En butte aux mêmes contradictions qu'Édouard Herriot (crise financière, guerre du Rif), il s'expose en outre à l'hostilité des radicaux en général, et à celle de son prédécesseur en particulier et voit son gouvernement tomber en novembre 1925. L'épilogue de cette « vie plurielle » qui couvre, avec le chapitre XI, les années 1926-1933 retrace une période d'intense activité politique, Paul Painlevé monopolisant de façon quasi continue le ministère de la Guerre puis celui, tout nouveau, de l'Air. Dans ces fonctions, il met son pouvoir, sa notoriété et ses compétences au service de la modernisation de l'armée.

On ne peut ici évoquer tous les apports de cette biographie qui, et c'est l'intérêt du genre, prend en écharpe un demi-siècle d'histoire de France. Toute biographie est une biopsie, révélatrice d'une époque, de ses valeurs et de ses passions. Quelques moments retiendront plus particulièrement ici l'attention. Issu d'un milieu familial de gauche, Paul Painlevé a forgé sa vocation politique au feu de l'affaire Dreyfus mais sa fortune politique doit beaucoup à son statut de savant, à une époque où la République révère la science. Dès 1908, aux côtés de Wright et de Farman, il vole et participe à des records, ne cessant plus de soutenir l'aviation ni de jouer les médiateurs entre savants et dirigeants. Les relations entre science et politique font l'objet d'une étude approfondie, qui vient compléter des travaux antérieurs comme ceux d'Anne Rasmussen, notamment pour la période de la guerre. À certains égards, le conflit est pour Paul Painlevé une divine surprise car il lui permet de disposer des moyens nécessaires pour conduire une politique des inventions au service de la défense nationale, aux côtés d'amis tels le mathématicien Émile Borel ou le physicien Jean Perrin. La difficulté des rapports entre exécutif et législatif, entre départements ministériels, entre civils et militaires, entre Français, Britanniques et Américains sont particulièrement bien mis en lumière.

C'est en 1917, au cœur de l'année terrible, que Paul Painlevé se retrouve aux commandes comme ministre de la Guerre, puis comme ministre de la Guerre et président du Conseil. Il échoue à empêcher l'offensive Nivelle dont il n'était pas partisan, mais il fait le choix décisif de Pétain comme commandant en chef, après l'échec du Chemin des Dames. À l'été 1917, il prend position pour une paix négociée, considérant comme suffisante la restitution de l'Alsace-Lorraine, à rebours des partisans de buts de guerre plus ambitieux comme des partisans d'une paix blanche.

Devenu chef du gouvernement, il soutient la répression des mutineries mais, comme Pétain, cherche les voies d'une amélioration du sort des soldats et impose le renoncement à toute offensive d'envergure pour attendre l'engagement effectif de l'allié américain. C'est lui qui crée le Conseil supérieur de guerre interallié, qui institue les correspondants de guerre au front et fait aboutir la réforme du contrôle parlementaire aux armées. Enfin, dans un souci de rationalisation et d'efficacité du travail gouvernemental, il organise le secrétariat général à la présidence du Conseil. Loin des raccourcis faciles, Anne-Laure Anizan, après l'étude approfondie du parlementarisme de guerre, nous dévoile avec précision et clarté le rôle important de Paul Painlevé dans la direction de la guerre et les tenants et aboutissants de la rupture de l'Union sacrée qui marque la fin de 1917. Voulant ménager la gauche et la droite, dans un contexte général extrêmement troublé, le ministère Painlevé est le seul de la guerre à tomber sur un vote de défiance. Il restera dans les mémoires comme le fossoyeur de l'Union sacrée.

Un autre temps fort de cette étude est consacré à la Ligue de la République. L'ancien président du Conseil en fait le fer de lance d'une opposition extra-parlementaire au Bloc national – Paul Painlevé ne s'interdisant ni de voter pour les gouvernements du Bloc, ni de voter avec l'extrême gauche socialiste, conformément au « transformisme » parlementaire cher à Nicolas Roussellier –, ainsi que l'instrument extra-partisan d'une reconquête de l'opinion par la gauche, affaiblie depuis 1919. Vivier de talents et de propositions, la Ligue est le prototype de ces associations, partenaires et concurrentes des organisations partisans, qui connaîtront une grande efflorescence sous la V^e République. Jalosée et copiée par le Parti radical, la Ligue ne se substitue finalement pas aux partis, mais devient le creuset du Cartel qui triomphe en 1924. Artisan du succès cartelliste avec Édouard Herriot et Léon Blum, Paul Painlevé redevient, à deux reprises, président du Conseil et il est emporté par la même contradiction qu'Herriot entre engagement politique de gauche et exigence droitiste d'orthodoxie financière. Tous ceux qui s'intéressent aux années vingt liront avec profit les pages consacrées à la politique de ces gouvernements de transition dans les domaines financier et colonial, comme en matière de réforme de l'État.

Écartelé entre son appartenance à la gauche et sa gestion politique qui le pousse vers la droite, Paul Painlevé, à l'instar de la petite formation du Parti républicain socialiste, perd progressivement ses soutiens. S'il ne dirige plus de gouvernement à partir de novembre 1925, il reste un pilier de cabinet et un acteur majeur dans le domaine de la défense, accréditant l'idée qu'un bon ministre ne fait pas forcément un bon président du Conseil dès lors qu'il n'est pas soutenu par un puissant parti. Ce pacifiste, militant genevois et antifasciste précoce est ainsi, apparent paradoxe, à l'origine des grandes réformes de l'armée française de l'entre-deux-guerres, comme le service d'un an, la ligne Maginot ou l'autonomie de l'Air.

Profondément ancré dans les luttes politiques du XIX^e siècle, Painlevé apparaît toutefois peu à peu en décalage avec les nouvelles aspirations économiques et sociales portées par la gauche d'inspiration marxiste. C'est ce qui explique sans doute le désamour dont il a été victime depuis la fin des années trente.

L'un des grands mérites du travail d'Anne-Laure Anizan est de l'arracher à un injuste oubli. Pénétré de l'éthique de responsabilité, Paul Painlevé marie le goût du savoir et la passion de l'action. Sans doute pourra-t-on regretter que le versant intime de l'homme ne soit guère exploré mais l'angle choisi par l'auteur écartait, d'emblée, toute ambition d'analyse psychologique.

Trop réformiste pour la droite et trop conservateur pour la gauche, « Triple P » (Paul Prudent Painlevé), comme le surnommait méchamment Léon Daudet, illustre la figure de l'honnête homme, héritier des Lumières, engagé en politique pour servir son pays et ses concitoyens. Plus républicain que socialiste, Paul Painlevé incarne un centre gauche marqué par la culture du compromis et par le souci de la modernisation. Fidèle à son deuxième prénom, il est prudent mais ne s'interdit pas d'être audacieux, comme l'attestent ses nombreuses réformes.

Ce livre comporte, outre un cahier iconographique bienvenu, tous les attributs de l'ouvrage scientifique (index, bibliographie, repères chronologiques). Écrit dans un style rigoureux et élégant, ce volume est indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Troisième République.